

COMMUNE DE DINGY-SAINT-CLAIR

Mai 2016

# Evaluation Environnementale

## Du Plan Local d'Urbanisme

### Evaluation au titre de la loi SRU

Aménagement et projets de territoire

Milieux naturels et biodiversité  
Politiques de développement durable  
Concertation et formation  
Énergie et climat  
Aménagement et projets de territoire



[mosaïque-environnement.com](http://mosaïque-environnement.com)

Auteurs des études : Solveig CHANTEUX  
Inventaires naturalistes : Jérémie SCAGNI, Patrick JUBAULT  
Cartographie : Edith PRIMAT, Ludivine CHENAUX



MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT  
111 rue du 1<sup>er</sup> Mars 1943  
69100 Villeurbanne  
Tél : 04.78.03.18.18  
Fax : 04.78.03.71.51  
[agence@mosaïque-environnement.com](mailto:agence@mosaïque-environnement.com)

# Sommaire

<b>Chapitre I. Préambule .....</b>	<b>1</b>
<b>Chapitre II. Contexte de l'évaluation environnementale .....</b>	<b>3</b>
<b>II.A. Le PLU et l'environnement.....</b>	<b>4</b>
<b>II.B. La démarche d'évaluation environnementale .....</b>	<b>4</b>
II.B.1. Une exigence réglementaire .....	4
II.B.2. Le cas de Dingy-Saint-Clair.....	4
<b>II.C. Une démarche au service d'un projet cohérent et durable.....</b>	<b>5</b>
<b>Chapitre III. Profil environnemental de la commune .....</b>	<b>6</b>
<b>III.B. Cadre méthodologique .....</b>	<b>7</b>
<b>III.C. Les enjeux environnementaux de la commune .....</b>	<b>7</b>
III.C.1. Gestion de l'espace et développement équilibré des territoires .....	7
III.C.2. Milieux naturels et biodiversité .....	7
III.C.3. Paysage et patrimoine.....	7
III.C.4. Milieux aquatiques et ressource en eau .....	8
III.C.5. Les risques naturels et technologiques .....	8
III.C.6. Les nuisances et pollutions .....	8
III.C.7. Climat et énergie .....	8
III.C.8. Déplacements .....	8
<b>Chapitre IV. Évaluation environnementale du PLU.....</b>	<b>9</b>
<b>IV.A. Présentation du projet communal (PADD) et analyse de la prise en compte des enjeux environnementaux .....</b>	<b>10</b>
<b>IV.B. Principes méthodologiques pour l'évaluation .....</b>	<b>14</b>
IV.B.1. Principe retenu .....	14
IV.B.2. Hiérarchisation des enjeux environnementaux sur le territoire de Dingy-Saint-Clair .....	15
<b>IV.C. Résultats de l'évaluation du PADD, règlement et zonage.....</b>	<b>16</b>
IV.C.1. Enjeu 1 - Développer les territoires de façon équilibrée, limiter l'artificialisation .....	16
IV.C.2. Enjeu 2 - Protéger, restaurer, mettre en valeur, et gérer les écosystèmes.....	17
IV.C.3. Enjeu 3 - Protéger, restaurer, mettre en valeur, et gérer les paysages et patrimoines urbains .....	20
IV.C.4. Enjeu 4 - Préserver la qualité de l'eau (écosystèmes, eaux superficielles et nappes, eau potable) .....	21
IV.C.5. Enjeu 5 - Améliorer la collecte et le traitement des eaux usées et pluviales.....	22
IV.C.6. Enjeu 6 - Préserver la qualité de l'air, économiser et utiliser rationnellement l'énergie - Lutter contre l'accroissement de l'effet de serre .....	23
IV.C.7. Enjeu 7 - Lutter contre les pollutions et nuisances (déchets, sites et sols pollués, bruit...) .....	24
IV.C.8. Enjeu 8 - Assurer le développement harmonieux et complémentaire des divers modes de transports individuels et collectifs.....	25
IV.C.9. Enjeu 9 - Prévenir les risques naturels et technologiques .....	26
IV.C.10. Enjeu 10. Assurer et maîtriser le développement économique pour pérenniser les emplois de proximité .....	26
IV.C.11. Enjeu 11 : répondre aux besoins de population et offrir un logement pour tous. Favoriser la mixité fonctionnelle (habitat, activités économiques, commerces, équipements, culture, sport, éducation...) .....	27
IV.C.12. Conclusion .....	28
<b>Chapitre V. Analyse des OAP.....</b>	<b>30</b>
<b>V.A. Principe d'analyse retenu.....</b>	<b>31</b>
<b>V.B. Évaluation des OAP .....</b>	<b>31</b>

V.B.1. OAP n°1 - zone 1AU « Chavenettes » .....	32
V.B.2. OAP n°2 - zone 1AU « Thônes» .....	34
V.B.3. OAP n° 3 - zone 1AU « Chef-Lieu » .....	36
V.B.4. OAP n°4 - zone 1AUX .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
V.B.5. Restitution des inventaires milieux naturels et zones humides sur les parcelles 2 AU	<b>Erreur !</b>
<b>Signet non défini.</b>	
<b>Chapitre VI. Évaluation des incidences Natura 2000 .....</b>	<b>38</b>

## **Chapitre I.**

# **Préambule**

Cette étude s'inscrit dans le cadre de l'élaboration du Plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Dingy-Saint-Clair située dans le département de la Haute-Savoie.

La commune de Dingy-Saint-Clair est directement concernée par les sites Natura 2000 FR8201704 et FR8212009 « Les Frettes - Massif des Glières » identifié au titre des directives Habitats et Oiseaux. De fait et en application des dispositions des articles L.414-1 ET L.414-4 du code de l'environnement, l'élaboration du PLU de Dingy-Saint-Clair, et plus particulièrement l'inscription d'éventuels projets à proximité ou dans le site Natura 2000, doivent faire l'objet d'une évaluation de leurs incidences sur l'environnement, et en particulier sur le site Natura 2000.

L'objectif de cette étude est aussi de porter une appréciation générale sur l'acceptabilité environnementale des orientations prévues au regard des enjeux environnementaux identifiés sur le territoire.

L'évaluation environnementale du PLU de Dingy-Saint-Clair consiste donc à :

- révéler les forces, faiblesses et enjeux environnementaux du territoire ;
- analyser les effets de la mise en œuvre du PLU sur l'environnement et vérifier que les mesures prises sont suffisantes pour limiter les effets dommageables ;
- évaluer la pertinence des orientations du PLU et du parti d'aménagement retenu au regard de la situation actuelle de l'environnement et proposer, le cas échéant, des modifications ;
- veiller à la cohérence du plan avec les textes internationaux et nationaux de référence ;
- mettre en évidence des points de progrès et d'amélioration escomptés au travers du PLU ;
- définir un protocole de suivi et d'évaluation du PLU afin de pouvoir en mesurer l'efficacité au regard des objectifs fixés, et les incidences sur l'environnement.

Afin de donner tout son sens à l'évaluation environnementale, celle-ci a été menée selon une démarche itérative avec l'élaboration du PLU. De nombreuses préconisations ont par conséquent été intégrées chemin faisant afin d'optimiser la prise en compte des enjeux environnementaux dans le PLU.

## **Chapitre II.**

# **Contexte de l'évaluation environnementale**

## II.A. LE PLU ET L'ENVIRONNEMENT

Les lois dites de décentralisation de 1983 ont renforcé le principe de protection et de maintien des équilibres biologiques, déjà affiché dans la loi du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature, en attribuant aux documents d'urbanisme des objectifs d'équilibre entre la préservation de l'environnement et le développement urbain, d'utilisation économe de l'espace, et de cohérence avec la recherche du développement économique.

Les obligations légales des collectivités territoriales en matière de prise en compte de l'environnement dans l'élaboration de leurs documents d'urbanisme sont réaffichées dans les lois Solidarité et Renouvellement Urbains (SRU) et Urbanisme et Habitat (UH). Ces dispositions ont été progressivement renforcé notamment avec les lois Grenelle.

Les codes de l'environnement et de l'urbanisme imposent une prise en compte de l'environnement. En conséquence, sous peine d'illégalité, les documents d'urbanisme doivent respecter les préoccupations environnementales.

Tous ces textes s'appuient sur la notion de développement durable dans lequel le projet élaboré par la collectivité résulte d'une recherche d'équilibre entre le renouvellement urbain, un développement urbain maîtrisé, le développement de l'espace rural, d'une part, et la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des espaces naturels et des paysages, d'autre part (Article L101-2).

## II.B. LA DEMARCHE D'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

### II.B.1. Une exigence réglementaire

La loi SRU avait déjà introduit, dans le rapport de présentation de chaque document d'urbanisme, une analyse de l'état initial de l'environnement et une évaluation des incidences des orientations sur l'environnement (article R.123 du code de l'urbanisme).

La directive 2001/42/CE relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement introduit les outils et méthodes de l'évaluation environnementale, dans le cadre de l'élaboration et du suivi de certains plans et programmes, dont les documents d'urbanisme. L'objectif principal d'une telle démarche est :

- **d'assurer un niveau élevé de protection** de l'environnement et **d'améliorer les résultats environnementaux d'un plan ou programme** en cernant les effets environnementaux possibles et en proposant des mesures d'atténuation pour en minimiser, si ce n'est supprimer, les effets nocifs ;
- **de contribuer à l'intégration de considérations environnementales** dans l'élaboration et l'adoption de certains plans et programmes susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement ;
- de favoriser une prise de décision plus éclairée favorable au développement durable.

### II.B.2. Le cas de Dingy-Saint-Clair

Il est à noter que les dispositions du décret du 23 août 2012 modifiant le régime d'évaluation des documents d'urbanisme et celui du 28 décembre 2015 ne s'appliquent pas à la commune de Dingy-Saint-Clair dont le PADD a été débattu avant le 1er février 2013.

Il relève de l'ancien dispositif (décret d'application n°2005-608 du 27 mai 2005 modifie le code de l'urbanisme, et particulièrement les dispositions communes aux documents d'urbanisme). Concernant les PLU, font l'objet d'une évaluation environnementale (art. R.121-14) ceux :

- qui permettent la réalisation de travaux, ouvrages ou aménagements et dont la réalisation est de nature à affecter de façon notable un site Natura 2000 ;
- qui ne sont pas couverts par un schéma de cohérence territoriale ayant fait l'objet d'une évaluation environnementale ;



- relatifs à un territoire d'une superficie supérieure ou égale à 5 000 hectares et comprenant une population supérieure ou égale à 10 000 habitants ;
- qui prévoient la création, dans des secteurs agricoles ou naturels, de zones U ou AU d'une superficie totale supérieure à 200 hectares ;
- des communes littorales au sens de l'article L. 321-2 du code de l'environnement qui prévoient la création, dans des secteurs agricoles ou naturels, de zones U ou AU d'une superficie totale supérieure à 50 hectares ;
- qui ne sont pas concernés par l'évaluation les plans ou programmes dont l'élaboration a été prescrite avant le 21 juillet 2004 à condition que l'enquête publique soit ouverte avant le 1<sup>er</sup> février 2006 ou que leur approbation intervienne avant le 21 juillet 2006.

Le PLU de Digny-Saint-Clair ne relève d'aucun de ces cas (cf. évaluation d'incidences Natura 2000)

L'évaluation environnementale du PLU de Digny-Saint-Clair relève ainsi d'une démarche simple, au titre de la loi SRU.

## II.C. UNE DEMARCHE AU SERVICE D'UN PROJET COHERENT ET DURABLE

L'élaboration d'un document de planification tel qu'un PLU (qui revêt la double dimension d'un projet politique, et de formalisation d'une stratégie territoriale d'aménagement) demande des études et réflexions approfondies sur les différentes orientations attendues, sur l'organisation de l'espace qui en découle, sur sa cohérence avec une stratégie de développement économique et sur la maîtrise des conséquences qu'elle fait peser sur l'environnement.

Les considérations environnementales y tiennent donc une part importante. Ce processus doit s'inscrire dans une démarche d'élaboration de propositions d'intervention (affectation des sols, zonage, règlement...), d'autoévaluations successives et de validations. L'évaluation environnementale doit ainsi s'inscrire tout au long de l'élaboration du document de planification, selon une démarche :

- **continue** : la prise en compte de l'environnement doit accompagner les travaux d'élaboration du PLU, permettant d'intégrer les considérations environnementales dans les processus de décisions, puis d'apprécier les incidences probables de celles-ci sur l'environnement ;
- **itérative** : l'évaluation environnementale doit être menée par itérations et approfondissements successifs, chaque fois que de nouvelles questions sont identifiées, en fonction de l'avancement du projet de PLU.

L'évaluation environnementale est ainsi menée à toutes les phases d'élaboration du projet, et apprécie notamment les incidences sur l'environnement, du PADD, du zonage, du règlement et des orientations particulières d'aménagement. Conformément aux dispositions réglementaires, une attention particulière est portée aux zones naturelles remarquables (ici le site Natura 2000 qui fait l'objet d'une évaluation d'incidences spécifique, les zones humides). L'évaluation environnementale s'intéresse également particulièrement aux thématiques clés du Grenelle : l'économie d'espace, les économies d'énergie et la lutte contre le changement climatique, la préservation et la restauration des trames vertes et bleues.

C'est dans cet esprit qu'a été menée l'évaluation environnementale de Digny-Saint-Clair. Le chapitre suivant, présente la synthèse des enjeux environnementaux de la commune et le chapitre IV restitue la démarche d'évaluation environnementale du PLU (évaluation du PADD, du règlement, du zonage et des OAP). La dernière partie du document est consacrée à l'évaluation spécifique des incidences du projet sur le site Natura 2000.

### **Chapitre III.**

# **Profil environnemental de la commune**

### III.B. CADRE METHODOLOGIQUE

L'évaluation des incidences du projet sur l'environnement suppose, *a priori*, une connaissance des enjeux environnementaux susceptibles d'être concernés.

Les textes prévoient que ne soient décrits que les aspects pertinents de la situation environnementale, cette notion faisant référence aux aspects environnementaux importants (positifs ou négatifs) eu égard aux incidences notables probables du plan sur l'environnement. L'analyse ne doit ainsi pas être exhaustive mais stratégique : elle identifie et hiérarchise les enjeux du territoire avec la possibilité de les spatialiser. C'est pourquoi ne seront repris, pour l'évaluation, que les enjeux que nous avons jugés pertinents pour le territoire.

Aussi, le chapitre qui suit ne comporte-t-il pas un descriptif détaillé des thématiques environnementales du territoire, qui figurent dans la partie diagnostic du rapport de présentation, mais une synthèse des enjeux identifiés.

Afin de pouvoir relativiser l'évaluation, les enjeux environnementaux font l'objet d'une hiérarchisation (niveau de priorité de la thématique) définie à partir de l'importance de ces enjeux sur le territoire communal et sa sensibilité au regard du projet de PLU ainsi que les marges de manœuvre dont le PLU dispose pour agir sur cette thématique.

### III.C. LES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX DE LA COMMUNE

#### III.C.1. Gestion de l'espace et développement équilibré des territoires

Différents enjeux se superposent sur le territoire de Dingy-Saint-Clair :

- des risques d'inondation et de mouvements de terrain ;
- la préservation du patrimoine naturel ;
- la préservation des terres agricoles ;
- un relief accidenté.

Il s'agit d'un territoire assez contraint en termes d'aménagement sur lequel la question de l'économie de foncier est particulièrement prégnante.

Niveau de priorité de la thématique : **Fort**

#### III.C.2. Milieux naturels et biodiversité

La commune de Dingy-Saint-Clair se caractérise par la présence de milieux naturels riches et contrastés. Les enjeux repérés sont en particulier :

- la préservation des milieux ouverts (prairies et haies) et des zones humides ;
- la préservation des continuités écologiques associées aux cours d'eau ainsi que les milieux riverains ;
- la préservation des continuités écologiques entre les massifs en limitant le développement continu de l'urbanisation dans la vallée ;
- la préservation des milieux naturels remarquables sur les parties hautes du relief, inventoriés en ZNIEFF et inscrits en site Natura 2000.

Niveau de priorité de la thématique : **Fort**

#### III.C.3. Paysage et patrimoine

La commune se caractérise par un paysage assez typique de la Haute-Savoie tant par l'implantation du bourg et de son habitat traditionnel que par la présence de vastes pâturages et de zones forestières et rocheuses sur les parties hautes du relief.

Les enjeux repérés sont en particulier :

- des valeurs pittoresques, panoramiques et locales liées à l'entrée du chef-lieu, aux multiples points de vue, aux pâtures et vergers... qu'il est important de préserver ;
- la prise en compte du relief et de la pente dans la détermination des zones à urbaniser pour protéger le cadre paysager et les espaces agricoles, porteurs d'une valeur de terroir ;
- la prise en compte des volumes et implantations des constructions nouvelles afin de respecter la typologie ancienne ;
- un patrimoine bâti et archéologique particulièrement riche, dont une partie bénéficie d'une protection au titre des monuments historiques et sites inscrits.

Niveau de priorité de la thématique : **Fort.**

### III.C.4. Milieux aquatiques et ressource en eau

La commune se caractérise par :

- l'importance de la trame bleue sur la commune : cours d'eau et zones humides ;
- la présence de plusieurs captages sur la commune, proche de l'urbanisation ;
- une sensibilité particulière de la ressource en eau, du fait du relief et de la perméabilité des terrains.

Afin de limiter la dégradation de la ressource, il sera nécessaire d'assurer :

- une gestion exemplaire des eaux usées ;
- la rétention et gestion des eaux pluviales afin de limiter le risque de ruissellement et d'inondation.

Niveau de priorité de la thématique : **Fort.**

### III.C.5. Les risques naturels et technologiques

La commune est fortement soumise aux risques naturels : inondation et mouvement de terrain. Elle est aussi particulièrement sensible au risque de ruissellement, du fait des fortes pentes.

Niveau de priorité de la thématique : **Fort.**

### III.C.6. Les nuisances et pollutions

La commune est peu concernée par les nuisances. Mis à part la carrière située à Annecy-le-Vieux, à l'Ouest du territoire de Dingy, qui amène quelques nuisances sur la commune : nuisances visuelles, sonores..

Niveau de priorité de la thématique : **Faible.**

### III.C.7. Climat et énergie

La commune de Dingy-Saint-Clair se situe dans un contexte climatique montagnard avec des hivers rigoureux.

Toutefois elle bénéficie d'un ensoleillement important et d'une topographie favorable aux apports passifs (exposition du versant principal). Cela étant il est nécessaire de prendre en compte les effets de masques du relief à certaines heures de la journée.

Le territoire est propice au développement de la filière bois et du solaire.

Niveau de priorité de la thématique : **Moyen.**

### III.C.8. Déplacements

Les habitants de la commune sont fortement dépendants de l'automobile pour leurs déplacements, du fait de l'absence d'un réseau fort de transport en commun et de la taille de la commune.

Le relief constitue une contrainte forte pour l'utilisation des modes doux dans les déplacements quotidiens. En revanche la commune propose de nombreux lieux de promenade et itinéraires de randonnée pour les loisirs.

Niveau de priorité de la thématique : **Moyen.**

## Chapitre IV.

# Évaluation environnementale du PLU

## IV.A. PRESENTATION DU PROJET COMMUNAL (PADD) ET ANALYSE DE LA PRISE EN COMPTE DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

Le Projet d'aménagement et de développement durable (PADD) de Digny-Saint-Clair est structuré autour de 8 grandes orientations :

- 1 Orientations générales concernant l'habitat
- 2 Préserver les espaces naturels et paysagers
- 3 Prendre en compte les risques et les nuisances
- 4 Préserver l'activité agricole
- 5 Permettre le développement des activités
- 6 Maintenir les équipements existants
- 7 Orientations générales concernant les transports et les déplacements
- 8 Économiser l'espace rural et naturel

### **Enjeu 1 : Orientations générales concernant l'habitat :**

Le PLU doit permettre d'assurer la production de 189 logements entre 2016 et 2030 conformément aux orientations du SCoT (incluant une petite part de résidences secondaires).. Il est affiché la volonté de :

- diversifier le parc de logements, pour assurer une mixité sociale ;
- prévoir le développement du parc des logements aidés pour conserver une mixité sociale ;
- de développer un parc de logement attentif à l'environnement et économe en énergie ;
- d'inciter à l'utilisation d'énergies renouvelables et à l'écoconstruction.

### **Enjeu 2 : Préserver les espaces naturels et paysagers :**

Plusieurs objectifs sont affichés concernant la préservation des espaces naturels et de la biodiversité :

- protéger les trames vertes et bleues ;
- préserver les secteurs à forte valeur patrimoniale tels que les ZNIEFF de type 1 et les secteurs Natura 2000 ;
- éloigner l'urbanisation des zones humides (torrent du Mélèze en particulier) ;
- préserver les continuités écologiques ;
- prévoir des mesures d'insertion paysagère et environnementale pour la future zone d'activité d'intérêt communautaire.

En matière de paysages, le projet vise à :

- Préserver les points de vues intéressants, en particulier l'entrée sud du bourg
- Préserver et mettre en valeur le bâti patrimonial par un repérage au titre de l'article L151-19
- Bien articuler densification du chef lieu et préservation du paysage.

Ce qui est cohérent avec les enjeux majeurs identifiés dans le diagnostic environnemental.

### **Enjeu 3 : Prendre en compte les risques et les nuisances**

Le PADD précise que la commune doit tenir compte des risques naturels identifiés dans son Plan de prévention des risques. Les objectifs sont ainsi les suivants :

- ne pas prévoir de zone de développement dans les secteurs à risques : zone rouge du PPR, secteur sous la ligne haute tension.

Il précise aussi qu'aucun développement urbain ne doit être prévu sous la ligne haute tension.

**Enjeu 4 : Préserver l'activité agricole**

Au-delà de leur rôle économique, les espaces agricoles de la commune, composés essentiellement d'espaces prairiaux, ont une importance majeure pour la préservation de la biodiversité et des paysages. Le PADD décline plusieurs objectifs qui concourent à leur préservation :

- garder des conditions favorables aux exploitations agricoles
- protéger les sites agricoles de Nanoir et Rochebard
- préserver les tènements agricoles stratégiques à l'échelle du SCoT
- préserver les terrains agricoles stratégiques à l'échelle de la commune : secteur de Nanoir
- préserver les circulations agricoles
- économiser la consommation de terrains agricoles

**Enjeu 5 : Permettre le développement des activités**

- Permettre le maintien des commerces et services au chef-lieu, voire leur développement
- Confirmer la vocation d'activité des zones actuelles à Glandon et au chef-lieu
- Permettre le développement d'une entreprise existante au hameau de Cornet
- Permettre l'aménagement d'un secteur existant pour le dépôt de déchets inertes

Le projet de zone d'activité inscrite au SCoT et particulièrement sensible d'un point de vue environnemental est inscrite en zone agricole, dans l'attente d'études plus approfondies

**Enjeu 6 : Maintenir les équipements existants**

Le maintien et l'adaptation des équipements de la commune aux besoins de sa population sont essentiels pour favoriser à la fois la proximité et la réduction des flux de déplacement et préserver la ressource en eau. Les objectifs du PLU sont de :

- Confirmer les sites d'équipements de la commune : secteur Nord avec les équipements administratifs et scolaires / secteur sud avec les équipements sportifs
- Prévoir des secteurs à proximité des sites existant pour les besoins futurs d'équipements de superstructure
- Privilégier le développement de l'habitat dans les secteurs qui vont être rapidement desservis par le réseau collectif et traités à la STEP : le chef-lieu.
- Prévoir le développement de l'urbanisation dans les secteurs desservis par le réseau d'eau potable ;
- Préserver la ressource en eau en évitant les zones d'habitat en amont des périmètres de protection de captage.

En matière de gestion des eaux pluviales il est prévu une obligation d'infiltration (ou de rétention si cela n'est pas possible) des eaux pluviales, avec un débit évacué au plus équivalent au débit avant urbanisation. Ces systèmes devront être collectifs et non individuels à l'échelle de toutes les opérations à partir de 3 logements afin d'en assurer une bonne gestion.

En matière de gestion des déchets l'objectif est de permettre l'aménagement d'installations adaptées au traitement et stockage des déchets inertes afin d'apporter une solution à cette question.

**Enjeu 7 : Orientations générales concernant les transports et les déplacements**

Concernant les déplacements, le PLU a favorisé un développement dans les secteurs situés à proximité immédiate du bourg. Il a également pour objectifs de :

- Favoriser l'utilisation des déplacements doux par la prévision de maillages doux dans le bourg et au travers des zones de développement.
- Prendre en compte les maillages doux tels que prévus dans le schéma d'aménagement du chef-lieu.
- Créer un parking relais pour le covoiturage à la sortie de la commune en direction de l'agglomération d'Annecy

Ces objectifs sont cohérents avec la taille et les marges de manœuvre de la commune en matière de déplacements.

### **Enjeu 8 : Économiser l'espace rural et naturel**

Le territoire de Dingy-Saint-Clair est assez contraint en termes d'aménagement et dispose par ailleurs d'un cadre de vie de qualité. La question de l'économie d'espace est un enjeu fort et décliné dans le PADD :

- Limiter la consommation d'espaces agricoles, naturels ou forestiers par la recherche d'espaces de développement autour du chef-lieu, dans des secteurs déjà mis à mal pour l'agriculture ;
- Permettre la réhabilitation des logements vacants du chef-lieu et des centres des hameaux. Les réhabilitations éloignées du chef-lieu ou des hameaux seront étudiées au cas par cas, en fonction des réseaux existants ;
- Permettre l'urbanisation et la densification des dents creuses ; elles représentent environ 4ha.
- permettre la densification de certains secteurs déjà urbanisés mais peu denses (le PLU inscrit ce type de projet sur le long terme).

Les surfaces en extension proposées couvrent 11,5 ha, ce qui permet de ne pas excéder les surfaces maximum autorisées par le SCoT.

Elles se répartissent entre :

- surfaces pour l'habitat : 8,5 hectares
- surfaces pour l'activité : 1,8 hectares
- surfaces pour les équipements : 1,2 hectares

Les orientations et objectifs déclinés dans le PADD du PLU de la commune de Dingy-Saint-Clair intègrent bien les enjeux environnementaux prioritaires identifiés sur le territoire.





Carte 1 - Carte du projet de PADD de la commune de Dingy-Saint-Clair pour le Chef Lieu.

ement – Mai 2016

## IV.B. PRINCIPES METHODOLOGIQUES POUR L'EVALUATION

### IV.B.1. Principe retenu

Selon la loi SRU, trois grands principes fondamentaux s'imposent au PLU :

- le principe d'équilibre, entre le renouvellement urbain, un développement urbain maîtrisé, le développement de l'espace rural, d'une part, et la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des espaces naturels et des paysages, d'autre part ;
- le principe de diversité des fonctions urbaines et de mixité sociale dans l'habitat urbain et dans l'habitat rural, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités économiques, notamment commerciales, d'activités sportives ou culturelles et d'intérêt général, ainsi que d'équipements publics, en tenant compte en particulier de l'équilibre entre emploi et habitat, ainsi que des moyens de transport et de la gestion des eaux ;
- le principe de respect de l'environnement avec une utilisation économe et équilibrée des espaces naturels, urbains, périurbains et ruraux, la maîtrise des besoins de déplacement et de la circulation automobile, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des écosystèmes, des espaces verts, des milieux, sites et paysages naturels ou urbains, la réduction des nuisances sonores, la sauvegarde des ensembles urbains remarquables et du patrimoine bâti, la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature.

Sur cette base, l'évaluation du PLU repose sur sa lecture au travers d'une grille de critères permettant de qualifier le niveau de prise en compte des enjeux environnementaux du territoire. Cette grille a été bâtie à partir des principes de l'article L.101-2 du code de l'urbanisme qui définit (notamment) des objectifs environnementaux pour les documents d'urbanisme et fait référence à :

- Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
- La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;
- Les besoins en matière de mobilité : la diminution des obligations de déplacements motorisés et le développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;
- La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;
- La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;
- La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;
- La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables.

De fait, 12 enjeux ont été retenus pour l'évaluation du PLU dont les niveaux de priorité sur le territoire de Digny-Saint-Clair sont précisés dans le tableau ci-après.

#### IV.B.2. Hiérarchisation des enjeux environnementaux sur le territoire de Digny-Saint-Clair

Force de l'enjeu sur le territoire et priorité	
	Fort
	Moyen
	Faible

Thématiques	Niveaux de priorité
1 - Développer les territoires de façon équilibrée, limiter l'artificialisation des terres naturelles, agricoles et forestières	
2 - Protéger, restaurer, mettre en valeur, et gérer les écosystèmes	
3 - Sauvegarder, restaurer et gérer les paysages et patrimoines urbains, culturels	
4 - Préserver la qualité de l'eau (écosystèmes, eaux superficielles et nappes, eau potable)	
5 - Améliorer la collecte et le traitement des eaux usées et pluviales	
6 - Préserver la qualité de l'air, économiser et utiliser rationnellement l'énergie - lutter contre l'accroissement de l'effet de serre	
7 - Lutter contre les pollutions et nuisances (déchets, sites et sols pollués, bruit...) : éviter, réduire.	
8 - Assurer le développement harmonieux et complémentaire des divers modes de transports individuels et collectifs	
9 - Prévenir les risques naturels et technologiques	
10 - Assurer le développement économique pour pérenniser les emplois de proximité	
11 - Répondre aux besoins de la population et offrir un logement pour tous	
12 - Favoriser une mixité fonctionnelle (habitat, activités économiques, dont commerces, équipements et services pour loisirs, culture, sport, éducation...).	

Un système de notation pratiqué pour l'évaluation du PADD permet de situer, sous la forme d'un radar, la performance du projet au regard des critères de développement durable et de mesurer l'évolution du projet au cours de la démarche.

Chaque thématique comprend plusieurs questions/critères notés de -2 à 4 suivant la prise en compte de l'enjeu (de mal à très bien).

- Le PLU va à l'encontre de l'enjeu : -2
- Enjeu non pris en compte : 0
- Enjeu peu pris en compte (déclaration d'intention) : 1
- Enjeux assez bien pris en compte (approche sectorielle) : 2
- Enjeu bien pris en compte (approche intégrée) : 3
- Enjeu très bien pris en compte : 4

Les radars présentés en fin du rapport permettent de visualiser le résultat de l'évaluation sur la première version du PLU et sur sa version définitive.

## IV.C. RESULTATS DE L'EVALUATION DU PADD, REGLEMENT ET ZONAGE

### IV.C.1. Enjeu 1 - Développer les territoires de façon équilibrée, limiter l'artificialisation

La question de l'économie d'espace est affirmée comme une priorité dans le projet, conformément aux objectifs du SCoT. Le projet permettra d'augmenter significativement la densité par rapport à la situation actuelle. Il recherche prioritairement à valoriser les dents creuses et veille à limiter le développement des hameaux afin de préserver les terres agricoles et naturelles. Les zones d'urbanisation futures sont essentiellement situées en extension du Chef lieu. Seul l'aménagement de dents creuses est prévu dans les hameaux.

Le projet préconise une diversité de logements permettant de répondre à la question de la densité et de répondre aux besoins de tous.

La question de l'accessibilité conditionne le développement urbain puisqu'une proximité avec les services et équipements du bourg a été recherchée.

#### Propositions intégrées/améliorations apportées au projet en cours d'élaboration

- ➡ Suppression des zones d'urbanisation les plus éloignées du chef-lieu

#### Incidence du projet sur la consommation d'espace

- ➡ Les incidences sur la consommation d'espace sont modérées à court et moyen terme pour l'habitat : 2,9 ha de nouvelles zones ouvertes à l'urbanisation (1AU) et 5,6 ha dans les dents creuses ou petites extensions en continuité de la tache urbaine

La consommation d'espace pour l'activité et les équipements est également assez faible : respectivement 1,8 ha et 1,2 ha.

La consommation d'espace est maîtrisée dans le cadre du PLU. L'objectif de densité affiché (en moyenne 15 logements/hectare) est en cohérence avec la taille et la typologie de la commune. Toutefois Dingy-Saint-Clair est une commune contrainte pour laquelle le foncier est rare. À l'horizon du PLU, la commune aura consommé environ 3 % de son potentiel foncier (en considérant que 20 % de la commune sont aménageables – soit 500 ha).

#### Préconisations/Mesures

- ➡ Le développement envisagé est conforme au SCoT.
  - ➡ Toutefois l'économie d'espace doit demeurer un souci permanent, y compris au sein des zones d'activité.
  - ➡ Les règles concernant le stationnement prévoient la création d'un nombre important de stationnement ce qui peut être de nature à consommer inutilement de l'espace :
    - le règlement prévoit la création de 2 places par logement y compris pour les logements de petite taille ce qui peut paraître excessif ;
- Il est préconisé de réduire le nombre de places de stationnement pour les logements de petite taille.

#### IV.C.2. Enjeu 2 - Protéger, restaurer, mettre en valeur, et gérer les écosystèmes

Le PADD consacre un axe à la préservation du patrimoine naturel et paysager et affirme les principes de préservation du patrimoine naturel et des éléments de la trame verte et bleue.

Le projet ne prévoit pas de développement urbain sur les zones remarquables (Natura 2000, ZNIEFF, Zones humides d'intérêt départemental). Les zones N sont très importantes et le règlement assez restrictif. Elles sont souvent concernées par une zone rouge du PPR, les rendant inconstructibles.

Les inventaires de terrain menés sur les sites des OAP (zones 1AU et 1AUX) ont montré qu'ils ne recèlent que des milieux naturels de nature ordinaire et pas de zones humides.

Les grands massifs forestiers ont été classés en EBC (Espaces boisés classés). Les ripisylves font l'objet d'une prescription spécifique pour en assurer la préservation.

Le projet aborde également la question des trames vertes et bleues : les corridors sont préservés par un zonage N ou A suffisamment restrictifs pour assurer le maintien de leur perméabilité. Les corridors les plus sensibles (vallées du Fier, du Mèlèze, petits cours d'eau affluents du Fier et corridors Nord-Sud) correspondent à des zones rouges du PPR, c'est-à-dire inconstructibles.

Les OAP et le règlement préconisent un aménagement écologique des bassins de rétention et l'utilisation d'essences locales pour la plantation de haies, favorables à la biodiversité (la liste serait à adapter au contexte montagnard).

**Toutefois, quelques points semblent insuffisamment pris en compte :**

**Pour les corridors écologiques :**

- On peut regretter, pour la perméabilité écologique, que les murets de soubassement pour les clôtures aient été autorisés, notamment en zone A et N alors que cette disposition était interdite dans une version intermédiaire du règlement. Toutefois le règlement contient un article sur les « règles pour les continuités écologiques » qui indique que des prescriptions peuvent être imposées pour laisser libre un passage en bas de clôture...

**Pour la préservation des zones humides :**

- Plusieurs zones humides figurant à l'inventaire départemental sont classées en Zone A ce qui ne permettra pas d'assurer leur préservation ; il conviendrait de les protéger au titre du L151-23 du code de l'urbanisme. Il s'agira pour ces zones d'interdire toutes constructions ainsi que les affouillements et exhaussements de sols.



Extrait de l'inventaire des zones humides du département transmis en juillet 2013.

**Pour la préservation des sites Natura 2000 :**

- Il convient d'autoriser en zone N les équipements nécessaires à la mise en œuvre des mesures de gestion (pastorales notamment) inscrites dans le document d'objectifs Natura 2000 et nécessaire à la préservation du patrimoine naturel.
- Le règlement de la zone N est relativement strict. Toutefois les exploitations forestières ne doivent être autorisées que sous réserve qu'ils ne portent pas atteinte à la préservation des sites Natura 2000. Même si les zones Natura 2000 sont *a priori* peu exposées du fait de leur nature (zones sommitales rocheuses).

**Propositions intégrées/améliorations apportées au projet en cours d'élaboration**

- ➡ Affirmation de la préservation des éléments patrimoniaux et en particulier les sites Natura 2000 et des ZNIEFF dans le PADD : « *le PADD prévoit de préserver les éléments patrimoniaux du territoire : Natura 2000, ZNIEFF...* ».
- ➡ Affirmation que le le secteur éventuellement concerné par la future zone d'activité d'intérêt communautaire prévue au SCoT, doit faire l'objet d'étude de faisabilité tant au niveau fonctionnel qu'au niveau paysager ou environnemental avant de pouvoir être traduit réglementairement.
- ➡ Affirmation de la préservation des corridors transversaux en fond de vallée et des boisements le long du Fier et du Mélèze.
- ➡ Intégration dans l'OAP de la zone d'activité des prescriptions de l'étude environnemental menée dans le cadre du SCoT.
- ➡ Suppression dans le hameau de Curtil de la zone 2AU. Le tènement recèle une source et des milieux humides.

**Incidence du projet sur la préservation de la biodiversité**

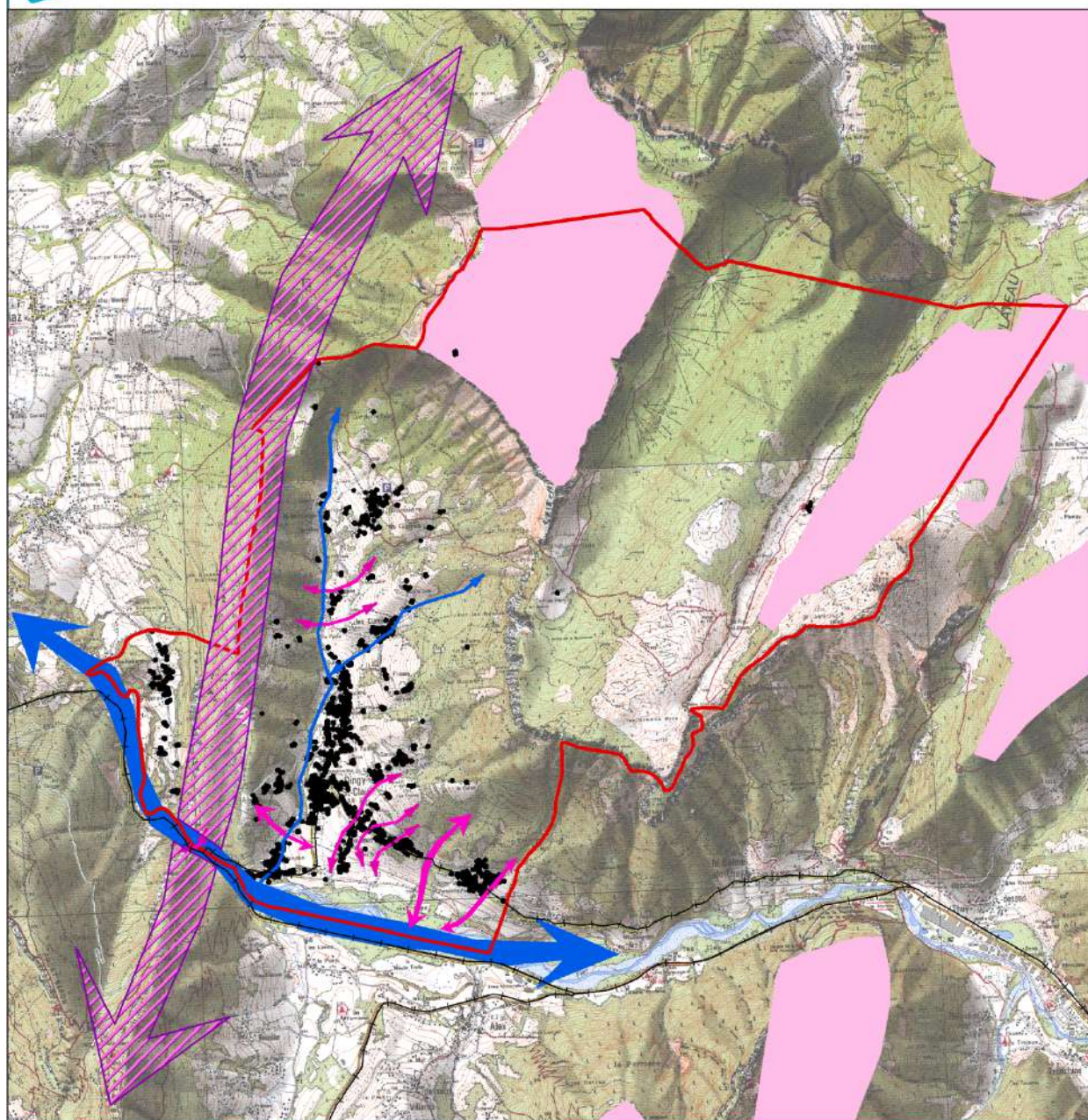
- ➡ Sous réserve de l'application des mesures proposées ci-après, le projet de PLU n'aura pas d'incidence significative sur les espaces naturels et notamment les sites Natura 2000.
- ➡ Par l'accroissement de la densité et un développement urbain maîtrisé, par la définition de zones A et N sur les secteurs les plus sensibles, il contribuera de manière positive à la préservation des espaces naturels de la commune.

**Préconisations/Mesures**

- ➡ Préservation des zones humides départementales par la mobilisation de l'article L151-23 du code de l'urbanisme
- ➡ Adaptation du règlement de la zone N afin d'assurer la préservation des sites Natura 2000.



## CORRIDORS ECOLOGIQUES



### Légende

Réservoirs de biodiversité

#### Corridors écologiques

Corridor supra-territorial

Corridors menacés par l'urbanisation

Corridors liés aux cours d'eau

Limite communale

#### Obstacles

Zones urbanisées

Routes départementales

ELABORATION DU PLU DE DINGY-SAINT-CLAIR  
ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

0 0,5 1 Kilomètre

Echelle : 1/50 000



Sources : IGN® GEOFLA®, INPN  
Fonds : © IGN Scan25®



Date de réalisation : 06/02/2014

### IV.C.3. Enjeu 3 - Protéger, restaurer, mettre en valeur, et gérer les paysages et patrimoines urbains

Le PADD consacre un axe à la préservation du paysage et prend en compte les spécificités paysagères locales (valeurs paysagères locales, patrimoine bâti).

Les valeurs paysagères associées au territoire rural sont préservées dans le cadre du PADD (texte) et du zonage (urbanisation en dent creuse ou continuité du bourg) et du règlement (prescriptions d'intégration paysagère). Un secteur As a été délimité en entrée de bourg (mais aussi tout le long de la vallée du Fier) afin de préserver la qualité très particulière et les éléments remarquables du bâti traditionnel ont fait l'objet d'un repérage sur le plan et d'une préservation au titre de l'article L.151-19 du code de l'urbanisme.

Les formes urbaines préconisées s'intégreront dans les volumes du bâti traditionnel.

Les OAP préconisent l'intégration paysagère du système de rétention des eaux pluviales et la plantation de haie. Elles préconisent également le maintien des perspectives paysagères majeures (ex. Vue sur le Parmelan ou sur le centre bourg et l'église).

Le règlement du PLU décline également pour chaque zone des prescriptions pour l'intégration paysagère du bâti et particulièrement l'interdiction de formes architecturales imitant l'architecture traditionnelle d'une autre région, le respect d'un nuancier de couleur, le respect de formes architecturales, l'adaptation à la pente.

L'intégration paysagère des zones d'activité est déclinée dans les OAP et dans le règlement.

#### Propositions intégrées/améliorations apportées au projet en cours de démarche :

- Affirmation d'objectifs d'insertion paysagère des zones d'activités
- Protection des bâtiments et sites présentant une valeur paysagère et architecturale
- Evolution de l'article 11 du règlement afin de favoriser la construction dans la pente, sans modification conséquente du terrain naturel
- Maintien des perspectives paysagères particulières au sein de chaque OAP.

#### Incidence du projet sur la qualité paysagère et les éléments patrimoniaux

- L'urbanisation au droit du bourg entraînera nécessairement une modification de son image. Le PLU prévoit toutefois de nombreuses dispositions visant à limiter l'incidence négative des futures constructions sur le paysage et le patrimoine. Le PLU devrait permettre de les intégrer au mieux.
- L'incidence dépendra ensuite de la qualité de chaque aménagement.

#### Préconisations/Mesures

- Sans objet



#### IV.C.4. Enjeu 4 - Préserver la qualité de l'eau (écosystèmes, eaux superficielles et nappes, eau potable)

Le projet permet la préservation des cours d'eau (pas de développement prévu de nature à les affecter). Toutefois la préservation des zones humides est insuffisante (cf. enjeu 2 milieux naturels).

Le projet permet la préservation des captages car aucun développement n'est prévu au sein des périmètres et en amont. Les périmètres de protection des captages sont directement portés sur le zonage et le règlement stipule qu'« à l'intérieur des Périmètres de Protection de captage, les aménagements et occupations du sol autorisés par le présent règlement sont aussi soumis aux prescriptions de l'arrêté préfectoral en vigueur ».

Le règlement prévoit les raccordements au réseau d'assainissement collectif ou l'installation de filières autonomes adaptées.

Le règlement prévoit également que chaque habitation nouvelle devra faire l'objet d'un raccordement au réseau d'eau potable et privilégie les développements majeurs dans les secteurs déjà raccordés (Chef lieu).

Notons toutefois que la commune connaît des situations de tension lors des épisodes de sécheresse. Des solutions de secours sont mobilisées. Des projets de bouclage et d'interconnexion entre les sources sont prévus. Il est également envisagé de remobiliser une ancienne source mais aucun périmètre de protection n'est inscrit pour cette source.

Dans tous les cas l'ouverture de nouvelles zones à l'urbanisation devra s'accompagner de solutions pour sécuriser l'alimentation en eau potable.

Pas de données à ce stade permettant d'apprécier l'adéquation entre les besoins de la population et des activités futures en matière d'AEP et la disponibilité de la ressource (croissance attendue de 25 à 30 % de la population).

Pas d'éléments relatifs aux réseaux et équipements (besoins de la commune ?)

##### Propositions intégrées/améliorations apportées au projet en cours de démarche

- ➡ Intégration dans le PADD d'un objectif de protection des captages : préserver la ressource en eau en évitant les zones d'habitat en amont des périmètres de protection de captage.
- ➡ Suppression d'une zone d'urbanisation future aux Curtils en amont du captage.
- ➡ Renforcement du zonage et du règlement concernant la protection des captages.

##### Incidence du projet sur la ressource en eau

- ➡ Si toutes les dispositions sont prises pour assurer une épuration satisfaisante des eaux usées, le projet de PLU n'aura pas d'incidences sur les cours d'eau. La contribution sera positive par rapport à la situation actuelle.
- ➡ Si les mesures préconisées dans l'enjeu 2 (préservation des milieux naturels) sont mises en œuvre, le projet de PLU n'aura pas d'incidences négatives sur la préservation des zones humides.
- ➡ Concernant l'Alimentation en Eau Potable, le PLU va entraîner, à terme un accroissement de la population de 25 à 30 %. Cette augmentation aura un effet sensible sur la consommation d'eau potable. En l'absence de solutions adaptées, les épisodes de tension sur la ressource pourraient s'accroître.

##### Préconisations/Mesures

- ➡ Concernant l'Alimentation en Eau Potable, des solutions visant à sécuriser le service devront être mises en œuvre avant l'ouverture de toute nouvelle zone à l'urbanisation.

#### IV.C.5. Enjeu 5 - Améliorer la collecte et le traitement des eaux usées et pluviales

Le projet intègre un secteur spécifique pour l'unité d'épuration (Ne) et prévoit le raccordement des nouvelles habitations du Chef-lieu à l'assainissement collectif. La majorité des nouvelles habitations seront raccordées à terme.

Le PADD, le zonage, le Règlement et les OAP prévoient la gestion séparative des eaux usées et pluviales et un raccordement au réseau collectif de collecte et traitement des eaux usées.

La question de la lutte contre l'imperméabilisation des sols et la nécessité de développer des systèmes d'infiltration et de rétention des eaux pluviales sont bien développées dans le PADD comme dans le règlement. Les toitures végétalisées sont autorisées.

Les OAP précisent que : « *l'opération d'aménagement doit prévoir à son échelle des dispositifs collectifs de rétention ou d'infiltration pour limiter les débits de rejets au milieu naturel ou dans les réseaux d'eaux pluviales.*

*Lorsque les dispositifs collectifs de rétention sont à ciel ouvert, ils doivent être traités de manière paysagère, avec des essences locales. Ils doivent être inscrits dans la continuité de la trame paysagère du secteur aménagé. En particulier, ils pourront être en connexion avec la trame de chemin piétonnier. Les bassins de rétention ne peuvent être bétonnés ».*

Les schémas de principes ne font toutefois pas apparaître la question de la gestion des eaux pluviales.

##### Propositions intégrées/améliorations apportées au projet en cours de démarche

- Renforcement de la prise en compte des questions relatives à la gestion des eaux usées : « *Privilégier le développement de l'habitat dans les secteurs qui vont être rapidement desservis par le réseau collectif et traités par la nouvelle STEP.*- Intégration dans le PADD du règlement, du zonage et des OAP de la question des eaux pluviales
- Limitation de l'imperméabilisation
- Obligation de rétention des eaux pluviales à l'échelle de chaque opération, avec obligation d'un système collectif à partir de 3 logements
- Renforcement de l'article 15 pour que la gestion des eaux pluviales soit étendue à toutes les constructions y compris celles n'ayant pas de vocation d'habitat.
- Intégration paysagère des dispositifs de rétention.

##### Incidence du projet sur la gestion des eaux usées et pluviales

- Cette thématique est globalement bien prise en compte dans le PLU.
- L'incidence dépendra des précautions prises, à l'échelle de chaque aménagement, pour assurer la gestion des eaux pluviales et le bon fonctionnement des unités individuelles ou collectives d'assainissement.

##### Préconisations/Mesures

- Sans objet

#### IV.C.6. Enjeu 6 - Préserver la qualité de l'air, économiser et utiliser rationnellement l'énergie - Lutter contre l'accroissement de l'effet de serre

Le projet consacre au sein de l'orientation générale concernant l'habitat un volet relatif à l'énergie « un parc de logement attentif à l'environnement et économe en énergie ». Ces dispositions sont déclinées dans le règlement qui prévoit des assouplissements pour les constructions à caractère bioclimatique, l'installation de systèmes pour les énergies renouvelables ou la performance énergétique :

*« Dans le cas d'un projet mettant en œuvre des techniques relevant de la bioclimatique ou permettant d'atteindre de bonnes performances énergétiques ou l'utilisation d'énergie renouvelable, les règles sur l'aspect des constructions peuvent être assouplies dans la mesure où il n'est pas possible de les respecter pour des raisons de mise en œuvre de ces techniques. Le demandeur ou l'auteur du projet doit aussi justifier de la cohérence de la recherche architecturale par rapport au caractère général du site ».*

La question de l'intégration des énergies renouvelables est développée dans le règlement : *« dans le cas de réalisation de vérandas ou de mise en place de capteurs solaires, les dispositions ci-avant sur les toitures peuvent faire l'objet d'adaptations sous réserve d'une bonne intégration architecturale et urbaine ».*

Le projet encourage le développement des modes de transports alternatifs à la voiture et s'appuie sur un développement urbain de proximité avec le Chef lieu.

Les tènements prévus pour le développement urbain présentent une bonne exposition. Les OAP préconisent une implantation préférentielle des jardins et pièces de vie vers le Sud / Sud-Ouest.

##### Propositions intégrées/améliorations apportées au projet en cours de démarche

➡ Intégration d'objectifs en matière de performance énergétique des logements et développement des énergies renouvelables : « un parc de logement attentif à l'environnement et économe en énergie » :

- intégration des contraintes d'ombrage lié au relief ;
- objectif premier de performance énergétique ;
- développement des énergies renouvelables.

➡ Prise en compte de la question de l'isolation par l'extérieur (performance énergétique)

➡ Préconisation sur les orientations des bâtiments au sein des OAP.

##### Incidence du projet sur l'énergie et le changement climatique

➡ Cette thématique apparaît globalement bien prise en compte dans le PADD, le Règlement et le Zonage.

➡ Avec le développement d'un habitat conforme aux nouvelles réglementations thermiques l'incidence du PLU sera faible de ce point de vue.

➡ C'est surtout en matière de déplacements que le PLU aura une incidence. L'accueil de nouveaux habitants se traduira nécessairement par un accroissement des flux de véhicules, la commune de Digny-Saint-Clair étant fortement dépendante de l'automobile. Toutefois le PLU prend les dispositions qui sont possibles à son échelle : encouragement d'un urbanisme de proximité, développement des modes doux.

##### Préconisations/Mesures

➡ Sans objet

#### IV.C.7. Enjeu 7 - Lutter contre les pollutions et nuisances (déchets, sites et sols pollués, bruit...)

La question des nuisances est un enjeu faible sur la commune de Digny-Saint-Clair. Le PLU a prévu d'implanter ses activités en limite du bourg. Il y a peu d'habitations à proximité. Par ailleurs le règlement, dans son article 2, limite largement l'installation d'activités susceptibles de générer des nuisances au sein des zones d'habitat : « **Les constructions à usage d'activités, dans la mesure où elles n'entraînent pas de danger, inconvénient ou nuisance incompatible avec le caractère de la zone ; qu'ils n'entraînent pour le voisinage aucune incommodité et en cas d'accident ou de fonctionnement défectueux, aucune insalubrité ni sinistre susceptible de causer des dommages graves ou irréparables aux personnes et aux biens, que les nécessités de leur fonctionnement, lors de leur ouverture comme à terme, soient compatibles avec les infrastructures existantes et les autres équipements collectifs ; que leur volume et leur aspect extérieur soient compatibles avec le milieu environnant** »

Le PLU ne respecte pas le périmètre de réciprocité par rapport aux bâtiments d'élevage. Toutefois la proximité de certains bâtiments d'élevage avec les habitations du bourg et des hameaux rend impossible l'application de cette disposition, surtout en cas d'extension mesurée des bâtiments agricoles.

La question de la collecte des déchets ménagers n'est pas abordée dans les OAP et le zonage. Mais cette approche est cohérente avec l'organisation de la collecte sur la commune. En effet la commune de Digny-Saint-Clair ne procède pas à la collecte des déchets ménagers en porte à porte. Ils sont acheminés par chaque foyer à la déchetterie. La Communauté de Communes de la Vallée de Thônes s'oriente progressivement vers une suppression de la collecte en porte à porte au profit d'une collecte sur des points d'apport volontaire, y compris pour les déchets ménagers non valorisés.

Le PLU prévoit également une aire de stockage des déchets inertes (Ndi). Une attention particulière devra être accordée à l'aménagement et à la gestion de cette zone afin qu'elle n'ait pas d'incidences sur les milieux environnants, particulièrement le petit cours d'eau situé en aval, et les perspectives paysagères.

##### Propositions intégrées/améliorations apportées au projet en cours de démarche

- ➡ Intégration des spécificités liées à la collecte des déchets sur Digny-Saint-Clair.
- ➡ Intégration d'une aire de stockage des déchets inertes

##### Incidence du projet sur les nuisances

- ➡ Les incidences du PLU seront faibles. Elles pourront se traduire par une augmentation du trafic sur les routes de la commune. Toutefois les modes doux seront encouragés par ailleurs.

##### Préconisations/Mesures

Intégration et gestion du site de dépôt des déchets inertes afin de limiter les incidences environnementales (particulièrement milieux aquatiques) et paysagères.

#### IV.C.8. Enjeu 8 - Assurer le développement harmonieux et complémentaire des divers modes de transports individuels et collectifs

Le projet encourage le développement des modes doux en développant l'urbanisation à proximité du bourg.

Le développement des modes doux est évoqué dans les OAP, le règlement et le zonage : le projet prévoit la préservation des cheminements piétons et le développement d'itinéraires sécurisés pour les modes doux.

Le projet prévoit également l'aménagement d'un parking pour le co-voiturage à la sortie de la commune en direction de l'agglomération d'Annecy.

La question du stationnement est abordée au sein de chaque OAP et du règlement. Toutefois le nombre de places prévu pour les petits logements apparaît important (cf. enjeu 1 : développement équilibré des territoires).

Le stationnement des 2 roues dans les logements collectifs est également prévu dans l'article 16. En revanche cette disposition n'est pas intégrée dans les zones à vocation d'équipement et d'activité (UE, UX et 1AUX) alors que cela paraît intéressant.

##### Propositions intégrées/améliorations apportées au projet en cours de démarche

- ➡ Renforcement des préconisations concernant les modes doux.
- ➡ Intégration de la question du co-voiturage.
- ➡ Prise en compte de la question des déplacements agricoles et forestiers : aucun problème n'a été soulevé. L'urbanisation future et la commission en charge du PLU n'ont pas identifié d'incompatibilité entre l'urbanisation future et le maintien de ces déplacements.

##### Incidence du projet sur les transports

- ➡ Cette thématique est globalement bien prise en compte dans le PLU.
- ➡ L'accueil de nouveaux habitants se traduira nécessairement par un accroissement des flux de véhicules, la commune de Digny-Saint-Clair étant fortement dépendante de l'automobile. Toutefois le PLU prend les dispositions qui sont possibles à son échelle : encouragement d'un urbanisme de proximité, développement des modes doux.

##### Préconisations/Mesures

- ➡ Intégration de dispositions concernant les stationnements 2 roues dans les zones à vocation d'activité et d'équipement.

#### IV.C.9. Enjeu 9 - Prévenir les risques naturels et technologiques

Les risques naturels constituent un enjeu fort sur la commune qui est bien pris en compte dans le PADD, le règlement et le zonage. Un zonage N est prévu pour l'ensemble des zones rouges. Le plan de zonage fait apparaître les zones rouge et bleu du PPR et le règlement du PLU renvoi aux dispositions particulières de ce document.

Le projet ne prévoit pas de développement urbain pour l'habitat sous la ligne haute tension. L'entreprise ICPE et la déchetterie ne sont concernées pas aucune zone d'habitat.

Le projet prévoit des dispositions pour la gestion des eaux pluviales dans les OAP et le règlement (cf. également enjeu 5 « Améliorer la collecte et le traitement des eaux usées et pluviales »).

##### Propositions intégrées/améliorations apportées au projet

➡ Renforcement de la prise en compte du risque de ruissellement dans le PADD et renforcement des dispositions relatives à la gestion des eaux pluviales.

##### Incidence du projet sur les risques

➡ Il n'y aura pas d'accroissement de la population exposée aux risques majeurs dans la mesure où le PLU limite largement le développement urbain dans les secteurs exposés.

➡ L'urbanisation nouvelle est susceptible d'accroître les risques liés au ruissellement pluvial. Le projet prévoit des dispositifs de rétention des eaux pluviales au niveau de chaque tènement ou de chaque opération d'ensemble. Les effets du PLU devraient donc être limités. La question des eaux pluviales reste toutefois un sujet sensible sur la commune de Digny-Saint-Clair, du fait des fortes pentes.

##### Préconisations

➡ Les risques liés au ruissellement pluvial doivent demeurer une préoccupation constante. Ils doivent faire l'objet d'analyses particulières pour toute ouverture de nouvelles zones à l'urbanisation.

#### IV.C.10. Enjeu 10. Assurer et maîtriser le développement économique pour pérenniser les emplois de proximité

Le PADD consacre un axe à la préservation de l'activité agricole et un axe au maintien des activités locales.

- la volonté de pérenniser les zones artisanales de la commune confirme la volonté de la commune d'assurer le développement économique et de pérenniser l'emploi local ;
- la politique communale vise également à maintenir l'activité agricole en affirmant la préservation des zones agricoles stratégiques et des sièges d'exploitation ;
- la politique communale vise enfin à préserver les commerces de proximité dans le centre-bourg.

Il s'attache ainsi à la préservation des emplois de proximités cohérents avec une démarche de développement durable.

Ces objectifs sont bien traduits dans le zonage.

##### Incidence du projet l'économie locale

➡ Cette thématique est bien prise en compte dans le PLU. Par le développement mesuré du secteur d'activité artisanal et le maintien de l'activité agricole, le PLU aura un impact positif sur les entreprises et emplois de la commune.

#### IV.C.11. **Enjeu 11 : répondre aux besoins de population et offrir un logement pour tous. Favoriser la mixité fonctionnelle (habitat, activités économiques, commerces, équipements, culture, sport, éducation...)**

Le PADD et les OAP affichent la volonté de proposer aux populations des logements diversifiés (en lien avec les orientations du SCOT) et un principe de mixité sociale.

Le PADD précise également des objectifs concernant le développement des équipements. Les orientations d'aménagement préconisent la mixité des formes urbaines.

Le projet affiche la volonté de densifier l'habitat dans les secteurs de développement stratégiques et près des équipements et des services afin de réduire déplacements et garantir des services de proximité aux habitants.

En même temps, le PLU veille à éviter les conflits d'enjeux entre les activités professionnelles, de loisirs et d'habitat.

Ces objectifs sont bien traduits dans le règlement et le zonage avec des zones spécifiquement délimitées.

##### **Propositions intégrées/améliorations apportées au projet**

➡ Précision sur les objectifs en matière d'équipements à destination de la population.

##### **Incidence du projet sur la diversité des logements**

➡ Cette thématique est bien prise en compte dans le PLU. L'impact du PLU sera plutôt positif.

#### IV.C.12. Conclusion

Le projet de PLU de la commune de Dingy-Saint-Clair prend globalement bien en compte les enjeux environnementaux prioritaires.

En ce qui concerne le Grenelle :

- des objectifs relatifs à la maîtrise de l'énergie, la limitation des émissions de gaz à effet de serre, et la production énergétique à partir de ressources renouvelables ont été intégrés. Il convient par ailleurs de signaler que le rapport de présentation a été complété sur ces sujets au fil de la démarche ;
- le projet affiche également la nécessité de préserver les éléments clés du réseau écologique communal et particulièrement les zones réservoir de biodiversité et continuités écologiques par l'intermédiaire d'un zonage N assez restrictif. Cette thématique est par ailleurs développée dans le rapport de présentation et les continuités correspondantes ont été identifiées et font l'objet d'une cartographie complémentaire dans le cadre de la présente note. La préservation des corridors d'enjeux régionaux proposés dans le SRCE a été intégrée ;
- les objectifs de maîtrise de la consommation d'espace ont été renforcés et chiffrés ;
- la prise en compte de la gestion des eaux pluviales a également été consolidée.
- la prise en compte des déplacements et le développement des modes doux ont été renforcés.

De plus, le PADD de Dingy-Saint-Clair reflète bien le projet territorial, notamment :

- des objectifs cohérents avec les politiques et programmes supra communaux (SCoT, SDAGE, SRCE) et environnementaux (Lois Grenelle) ;
- un zonage cohérent avec les enjeux de préservation des milieux naturels et patrimoniaux ;
- un développement urbain maîtrisé.

Les radars page suivante illustrent les améliorations apportées au projet au fil de la démarche et permettent de montrer une position communale affirmée face aux enjeux de durabilité et de préservation de l'environnement.

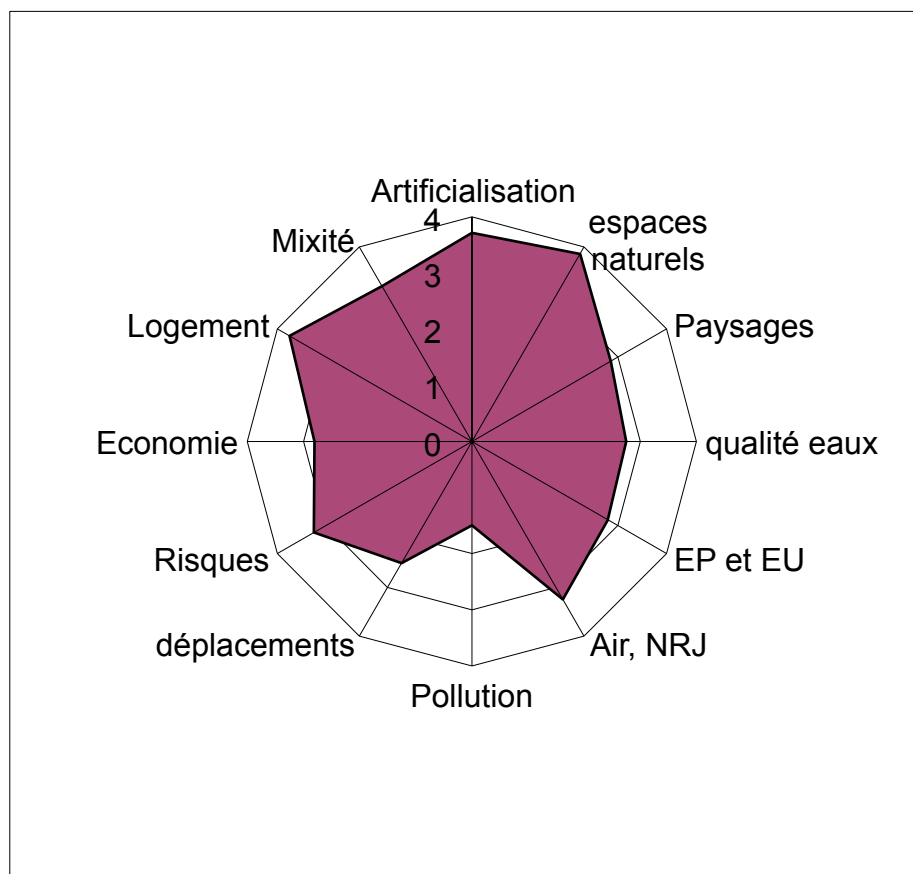
Toutefois, il semble nécessaire de renforcer certains points figurant au niveau des préconisations de la présente évaluation. Il s'agit particulièrement :

- la protection des zones humides identifiées dans l'inventaire départemental (zonage A ou N ne permet pas d'assurer leur protection)
- l'adaptation du règlement de la zone N à la protection et gestion des sites Natura 2000
- l'intégration paysagère et environnementale du site de stockage de dépôts inertes.

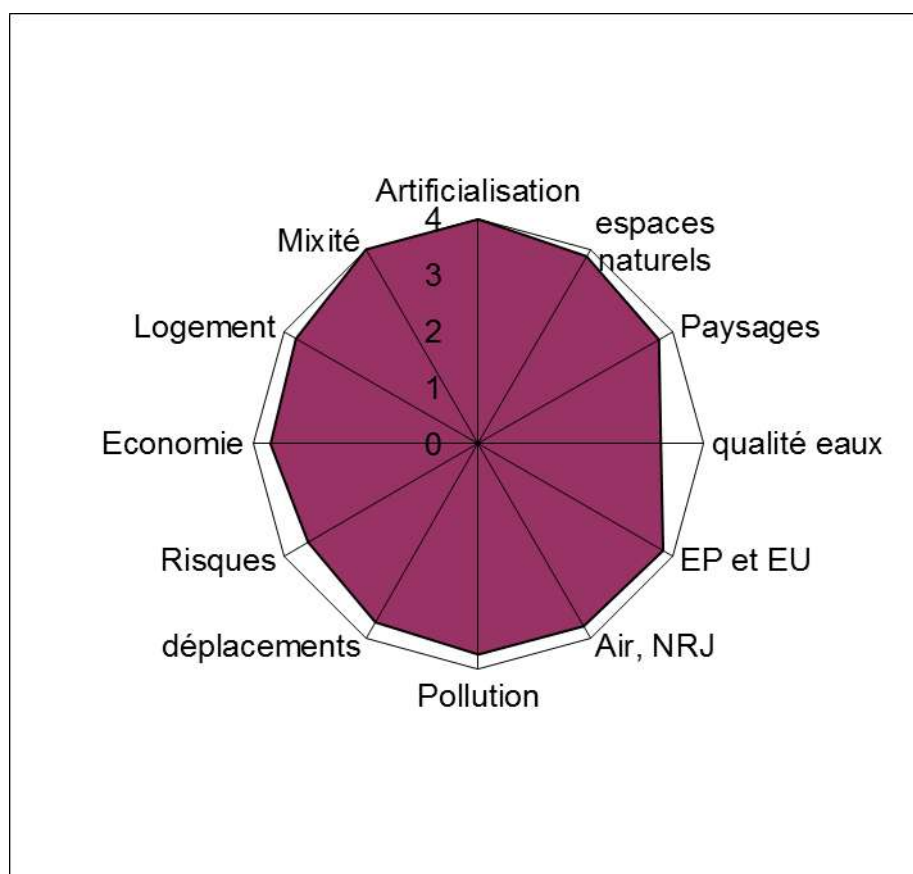
Pour les autres points il conviendra de se reporter à la rubrique préconisations au niveau de chaque enjeu.



**Évaluation de la première version du PADD avril 2012**



**Évaluation de la dernière version du projet mai 2016**



## **Chapitre V.**

# **Analyse des OAP**

Conformément à l'article L.151-7 du code de l'urbanisme :

*« Les orientations d'aménagement et de programmation peuvent notamment :*

*1° Définir les actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur l'environnement, notamment les continuités écologiques, les paysages, les entrées de villes et le patrimoine, lutter contre l'insalubrité, permettre le renouvellement urbain et assurer le développement de la commune ;*

*2° Favoriser la mixité fonctionnelle en prévoyant qu'en cas de réalisation d'opérations d'aménagement, de construction ou de réhabilitation un pourcentage de ces opérations est destiné à la réalisation de commerces ;*

*3° Comporter un échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants ;*

*4° Porter sur des quartiers ou des secteurs à mettre en valeur, réhabiliter, restructurer ou aménager;*

*5° Prendre la forme de schémas d'aménagement et préciser les principales caractéristiques des voies et espaces publics ;*

*6° Adapter la délimitation des périmètres, en fonction de la qualité de la desserte, où s'applique le plafonnement à proximité des transports. »*

Les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) précisent les objectifs et les principes d'aménagement de la zone. Les futurs opérateurs privés devront, dans un rapport de compatibilité, respecter l'esprit des intentions exprimées par la collectivité publique.

Des OAP ont été élaborées sur 3 zones à urbaniser :

- l'OAP n° 1 concerne la zone 1AU « Centre Bourg « Partie Nord »
- OAP2 - Centre bourg – Partie Est
- OAP3 - Centre bourg – partie Ouest
- OAP 4 – Zone UX de Glandon
- OAP 5 – Zone UX du chef-lieu

## V.A. PRINCIPE D'ANALYSE RETENU

Cette analyse vise à mettre en évidence la manière dont les enjeux environnementaux ont été intégrés et pris en compte dans les orientations particulières d'aménagement. Elle vise aussi à mettre en évidence d'éventuels impacts négatifs qu'il conviendrait de supprimer ou réduire. Elle porte sur les enjeux prioritaires de chacun des sites.

Pour mener à bien cette analyse, un travail de terrain a été mené sur chaque site, comprenant un inventaire des zones humides conformément aux prescriptions du SDAGE.

Dans tous les cas, les impacts positifs sont signalés par (+), les impacts négatifs par (-).

Il convient enfin de rappeler que cette évaluation ne se substitue en rien aux études d'impacts et autres études réglementaires qui pourront être requises en phase de création. Tous les sites sont susceptibles de receler des espèces animales protégées.

Les OAP UX n'ont pas fait l'objet de prospections fines de terrain, leur intégration dans le PLU ayant eu lieu plus tardivement.

## V.B. EVALUATION DES OAP